



# **ACCORD-CADRE DE TRAVAUX**

## **Règlement de la consultation**

### **Acheteur**

---

Vallée Sud - Grand Paris (92)

Adresse : 28 rue de la Redoute - 92260 Fontenay-aux-Roses

Téléphone : 01 86 63 14 28

### **Objet de la consultation**

---

Accord-cadre de travaux d'infrastructures, d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore et d'enfouissement des réseaux

### **Date limite de remise des offres**

---

**Date : 04/08/2025**

**Heure : 15h00**

# SOMMAIRE

1. Objet de l'accord-cadre – Caractéristiques principales .....	3
1.1 Objet de l'accord-cadre .....	3
1.2 Forme de l'accord-cadre .....	3
1.1 Nombre de titulaires de l'accord-cadre .....	3
1.2 Décomposition en lots .....	3
2. Conditions de la consultation .....	4
2.1 Procédure de la consultation .....	4
2.2 Dispositions relatives aux groupements .....	4
2.3 Contenu du dossier de consultation .....	4
2.4 Modification de détail au dossier de consultation .....	4
2.5 Délai de validité des offres .....	5
3. Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution .....	5
4. Retrait du dossier de consultation .....	5
5. Présentation des candidatures et des offres .....	5
5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures .....	5
5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre .....	11
6. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre .....	12
6.1 Jugement des candidatures .....	12
6.2 Jugement des offres .....	12
6.3 Attribution de l'accord-cadre .....	16
7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres .....	16
8. Renseignements complémentaires .....	18
9. Procédures de recours .....	18

# 1. Objet de l'accord-cadre – Caractéristiques principales

## 1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de travaux d'infrastructure (lot 1), d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore et d'enfouissement des réseaux (lot 2).

Les prestations attendues font l'objet d'une description détaillée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chacun des lots.

**Lieu(x) d'exécution** : Territoire de Vallée Sud-Grand Paris.

## 1.2 Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un **accord-cadre de travaux** exécuté par l'émission de **marchés subséquents** au sens des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-7 à R2162-12 du code de la commande publique.

Conformément aux articles R2162-2 et R2162-4 du code de la commande publique, cet accord-cadre donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents pour la réalisation des opérations de travaux, dans les conditions fixées dans les articles R2162-7 à R2162-12 du code précité.

Ces marchés subséquents préciseront les caractéristiques et modalités d'exécution des prestations attendues et pourront compléter les stipulations contractuelles du présent accord-cadre, conformément à l'article R2162-7 du code de la commande publique, sans que cela puisse entraîner d'aucune façon une modification substantielle du contenu de ces pièces.

Chaque lot de l'accord-cadre est passé **sans minimum et avec un maximum en valeur définis à l'article *Prix de l'acte d'engagement***.

Il convient toutefois de préciser que le montant maximal susceptible d'être commandé n'est ni une estimation, ni une information sur la consommation réelle du marché. Ce montant n'est qu'un seuil à l'atteinte duquel l'accord-cadre prendra obligatoirement fin, que l'accord cadre soit ou non arrivé à son échéance, conformément à la jurisprudence *CJUE, 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S c/ Region Nordjylland og Region Sddanmark, Aff. C23-20*.

Le présent accord-cadre cessera ainsi de produire tout effet quand le montant maximum prévu en valeur ou en quantité aura été atteint. En conséquence, aucune commande ne pourra être exécutée et payée en application du présent support du fait de l'atteinte de ce maximum. Le cas échéant, il appartiendra à la personne publique de renouveler l'accord-cadre.

## 1.1 Nombre de titulaires de l'accord-cadre

La présente procédure est passée sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaires au sens de l'article L2125-1 1° du code de la commande publique conclu avec une pluralité d'opérateurs économiques.

Pour le lot 1 : l'accord-cadre sera conclu avec **cinq (5) titulaires maximum**, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres lors de la consultation,

Pour le lot 2 : l'accord-cadre sera conclu avec **trois (3) titulaires maximum**, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres lors de la consultation

## 1.2 Décomposition en lots

En application de l'article L2113-10 du code de la commande publique, les travaux tous corps d'état sont répartis en deux (2) lots traités par accord-cadre :

N°	Intitulé des lots
1	Travaux d'infrastructure
2	Travaux d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore et d'enfouissement des réseaux

## 2. Conditions de la consultation

### 2.1 Procédure de la consultation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### 2.2 Dispositions relatives aux groupements

Si l'accord-cadre est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

Non

### 2.3 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation,
- Le cadre de mémoire technique,
- L'Acte d'Engagement (A.E) pour chaque lot.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) relatif à l'accord-cadre et ses annexes éventuelles.
- Le Cahier de Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) de l'accord-cadre pour chaque lot et ses annexes :
  - Les E-Trames de DOE pour chaque lot,
  - Le dossier DAO\_CHARTE\_VSGP,
- Le cadre du Bordereau des prix cadres (BPC) pour chaque lot,
- La liste des références FNTP à compléter pour chaque lot,
- Le dossier l'étude de cas n°1 pour chaque lot et ses annexes,
- Le dossier l'étude de cas n°2 pour chaque lot et ses annexes,
- Le dossier l'étude de cas n°3 pour chaque lot et ses annexes.

### 2.4 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

## 3. Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre figure à l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution figureront dans les marchés subséquents.

## 4. Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard \*.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® \*.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- \*.doc ou \*.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format \*.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, . . .).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues, ...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

## 5. Présentation des candidatures et des offres

### 5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

Ainsi, chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

#### 5.1.1 Situation juridique

- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants

- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Déclaration sur l'honneur : - Le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Par ailleurs si ce n'est pas déjà fait, l'attributaire potentiel fournira le(s) document(s) relatif(s) aux pouvoirs de la personne habilitée à engager l'entreprise (extrait K bis, délégation de pouvoir, attestations fiscales et sociales, attestation d'assurance, statuts...) ainsi qu'une habilitation du mandataire par ses cotraitants en cas de groupement d'entreprises.
- Un RIB délivré par un établissement bancaire au format électronique

### 5.1.2 Capacité

- Un document relatif aux capacités techniques, financières et professionnelles du candidat exposant notamment :
  - **Le chiffre d'affaire annuel et global** réalisé au cours des trois derniers exercices ;
  - La **part de chiffre d'affaire annuel concernant les travaux** objet du lot ;
  - **Les moyens en personnel et la structure de l'organisme** sur les 4 dernières années (notamment l'importance du personnel d'encadrement) ;
  - La liste des **principales références et/ou prestations**, à présenter selon la forme fixée ci-dessous ;
  - Les **attestations et qualifications demandées ci-dessous** ;
  - **Preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents** ;
  - **Preuve d'une assurance de responsabilité décennale** ;
  - Tout autre document apportant la preuve que le candidat dispose des capacités et des qualifications nécessaires pour répondre aux prestations demandées dans le marché ;
- Dans le cas d'un candidat en situation de redressement judiciaire : le jugement l'autorisant à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit, il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution de l'accord-cadre par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://www.marches-securises.fr>.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via les url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Les candidats doivent par ailleurs fournir, conformément à l'article R2151-14 CCP, les certifications de qualité ci-dessous délivrées par la Fédération Nationale des Travaux Publics ou la production d'au moins quatre références équivalentes de travaux exécutés dans les quatre dernières années ou la production de certificats équivalents (sous réserve d'en apporter la preuve).

**Pour le lot 1 :**

**Série 1 : Ouvrages d'art et ouvrages industriels**

- **11 : Ouvrage d'art et de génie civil industriel (béton et acier béton)**
  - ✓ 112 : Ouvrages de technicité moyenne à haute ou ouvrages groupés
    - 1121 : Ouvrages de technicité moyenne à haute ou ouvrages groupés
- **15 : Ouvrages souterrains**
  - ✓ 152 : Réalisation en méthode conventionnelle
    - 1521 : Creusement manuel ou mécanisé
- **16 : Génie Civil de l'eau et de l'environnement**
  - ✓ 164 : Génie civil des stations de pompage, refoulement, relèvement, stations de traitement d'eau potable ou d'eaux usées

**Série 2 : Préparation de sites, fondations et terrassements**

- **21 : Libération des sols, déconstruction**
  - ✓ 211 : Démolition par engin mécanique

➤ **23 : Ouvrages en terre, terrassements**

- ✓ 232 : Travaux de terrassement courants
  - 2321 : En milieu urbain
- ✓ 233 : Mise en œuvre de matériaux du site traités ou retraités sur place
  - 2331 : Remblais et PST
  - 2332 : Couche de forme traitée pour voiries à faible trafic, parkings, lotissements, plateformes
- ✓ 234 : Couches de forme en matériaux granulaires
  - 2342 : Couche de forme granulaire pour voiries à faible trafic, parkings, lotissements, plateformes

**Série 3 : Voirie, routes, pistes d'aéroport**

➤ **34 : chaussées urbaines (voiries urbaines, lotissements)**

- ✓ 341 : Assises de chaussée
- ✓ 342 : Revêtement en matériaux enrobés
  - 3421 : Revêtements en matériaux enrobés classiques
  - 3424 : Revêtements en matériaux enrobés recyclés
- ✓ 343 : Revêtement en béton hydraulique
  - 3431 : Béton sous circulation motorisée
  - 3432: Béton sans circulation motorisée
  - 3433 : Béton décoratif
- ✓ 344 : Asphalte coulé
- ✓ 345 : Pavés et dalles
  - 3451 : En pierre naturelle
  - 3452 : En béton et autres matériaux
- ✓ 346 : Pose de bordures, chainettes et caniveaux
- ✓ 347 : Petits ouvrages divers en maçonnerie

➤ **36 : Travaux particuliers**

- ✓ 361 : Traitements de surface
  - 3611 : Traitements technique de surface des bétons
  - 3612 : Traitements techniques de surface des enrobés

➤ **37 : équipements de la route**

- ✓ 371 : Mise en œuvre de marquage routier pour signalisation horizontale
  - 3713 : Mise en œuvre par moyens mécaniques poussés ou autotractés
- ✓ 372 : Pose de mobiliers urbains
- ✓ 376 : Pose de signalisation verticale permanente



- 3763 : Pose de panneaux de signalisation de police

### **Série 5 : Eau, assainissement, autres fluides**

- **51 : Construction en tranchée de réseaux à écoulement sous pression et à surface libre**
  - ✓ 513 : Travaux limités sur réseaux sous pression ou création de branchement
  - ✓ 514 : Construction de réseaux d'eaux à écoulement libre contrainte urbaine
    - 5143 : Profondeur de tranchée  $\leq 3,50$  m en présence de nappe phréatique ou  $3,50 \text{ m} < \text{profondeur de tranchée} \leq 5,50$  m hors nappe phréatique
  - ✓ 516 : Pose de canalisation à écoulement à surface libre de toute section
    - 5161 : DN  $> 600$  mm
    - 5162 : DN  $\leq 600$  mm
  - ✓ 517 : Construction de canalisations coulées en place, en fouille ou en souterrain
  - ✓ 519 : Construction de canalisations de refoulement d'eaux usées ou pluviales
    - 5192 : Etablis en canalisations de  $100 \text{ mm} < \text{DN} \leq 250$  mm
- **52 : Réhabilitation des canalisations sans tranchée**
  - ✓ 521 : canalisation sans pression DN  $> 1000$  mm ou équivalent
    - 5211 : rénovation continue des ouvrages par chemisage ou tubage
    - 5212 : réparation de canalisations
    - 5214 : rénovation continue des ouvrages par injections de collage, régénération et échanchement d'ouvrages visitables par l'intérieur
  - ✓ 522 : canalisation sans pression DN  $\leq 1000$  mm ou équivalent
    - 5221 : rénovation continue par techniques multiples spécialisées
    - 5222 : réparation ponctuelle en place
    - 5223 : remplacement
  - ✓ 524 : réhabilitation de branchements sans tranchée
    - 5241 : rénovation sur canalisations sans pression

### **Série 7 : Travaux spéciaux**

- **72 : Travaux liés à la réparation-réhabilitation et au renforcement des structures de génie civil**
  - ✓ 726 : structures en maçonnerie
    - 7261 : jointoiement ou rejointoiement de maçonnerie
    - 7262 : régénération et injection des maçonneries
    - 7263 : reprise des maçonneries
  - ✓ 727 : structures en béton
    - 7271 : reprise des bétons dégradés
    - 7272 : Injections des fissures

- 7273 : protection des bétons
- 7275 : renforcement par surépaisseur de béton projeté par voie mouillée

D'une part, concernant « les travaux en présence d'amiante », le niveau minimal des capacités professionnelles demandé est le suivant :

- une certification en cours de validité délivrée par un organisme certificateur (AFNOR Certification ou Qualibat) justifiant de la capacité du candidat à réaliser les travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante,
- les attestations de compétence délivrées par l'organisme de formation des personnels exposés ou susceptibles d'être exposés à l'amiante,

D'autre part, concernant « les travaux en espace confiné », le personnel du candidat doit disposer de Certificats d'Aptitude à travailler en Espaces Confinés (CATEC) en cours de validité,

De plus, une habilitation AIPR sera exigée.

**Pour le lot 2 :**

### **Série 2 : Préparation de sites, fondations et terrassements**

- **23 : Ouvrages en terre, terrassements**
  - ✓ 232 : Travaux de terrassement courants
    - 2321 : En milieu urbain

### **Série 3 : Voirie, routes, pistes d'aéroport**

- **34 : Chaussées urbaines (voiries urbaines, lotissements)**
  - ✓ 342 : Revêtement en matériaux enrobés
    - 3421 : Revêtements en matériaux enrobés classiques
  - ✓ 343 : Revêtement en béton coulé en place
    - 3431 : Béton sous circulation motorisée
    - 3432 : Béton sans circulation motorisée
  - ✓ 346 : Pose de bordures, chainettes et caniveaux
  - ✓ 347 : Petits ouvrages divers en maçonnerie

### **Série 6 : Electricité, télécommunication, vidéocommunication**

- **61 : Réseaux aériens électriques**
  - ✓ 612 : HTA de 1 à 50 kV exclus
  - ✓ 613 : BT inférieure à 1 kV
- **63 : Postes et installations électriques**
  - ✓ 632 : Postes de distribution
  - ✓ 633 : Alimentation BT et automatismes
  - ✓ 634 : Télétransmission
    - 6343 : Télésurveillance de stations de pompage ou de traitement
- **64 : Réseaux souterrains électriques**
  - ✓ 641 : En zone urbaine
    - 6412 : HTA de 1 à 50 kV
    - 6413 : BT < 1 kV
- **65 : Eclairage public**
  - ✓ 651 : Travaux neufs
- **66 : Signalisation électrique**

- ✓ 662 : Routes
- **67 : Télécommunication, vidéocommunication**
  - ✓ 671 : Réseaux aériens
    - 6711 : Lignes de distribution aériennes
  - ✓ 672 : Réseaux souterrains en zone urbaine
    - 6722 : Réseaux d'accès sous paries cuivre

D'autre part, il est demandé aux candidats de fournir un certificat de qualité délivré par l'organisme QUALIFELEC ou équivalent de niveau :

- **TN1 : réalisation de travaux d'installations d'éclairage sur le domaine public dont les limites d'importance se situent entre 5 et 10 foyers lumineux par chantier référencé (mise en œuvre de foyers lumineux et d'armoires de commande, de supports de toute nature (hauteur minimum 3,50 m du sol) et leur équipement, de réseaux aériens, souterrains ou mixtes, ...) ;**
- **Qualification pour la Haute Tension.**
- **BT-S : réalisation des travaux de basse tension souterrain**
- **BRT1 : réalisation des branchements aériens et aérosouterrains**
- **BRT2 : réalisation des branchements souterrains**

Le candidat devra fournir également :

- La Qualification pour la Haute Tension.
- L'habilitation AIPR
- L'Agrément constructeurs ENEDIS pour la réalisation des accessoires ou équivalent

## 5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- **Un acte d'engagement (A.E.) (ci-joint à compléter et à dater) pour le lot candidaté ;**
- **Le Bordereau des prix cadres (BPC) pour le lot candidaté en format Excel ;**
- **Les Détails Quantitatifs Estimatifs (DQE) des études de cas 1,2 et 3 pour le lot candidaté en format Excel ;**
- **Le Mémoire Technique (MT) propre à chaque lot dûment complété selon la trame présentée dans le Cadre de Mémoire Technique, présentant la teneur de l'offre du candidat et son annexe le cas échéant.**

**Afin de compléter la pièce financière des études de cas n°1 et 2 du lot 1, le candidat devra prendre connaissance de l'onglet « Mode d'emploi ».**

**Afin de compléter la pièce financière des études de cas n°1 et 2 du lot 2, le candidat devra renseigner la quantité 1 liée au chantier selon le montant de travaux. La saisie se fait dans la colonne D où les cellules sont surlignées en bleu.**

**Le respect de la trame de mémoire technique est fortement recommandé afin de faciliter la lecture de l'offre. Le candidat pourra utiliser sa propre charte graphique.**

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

Pour rappel, les prix unitaires qui figureront sur le bordereau des prix cadre seront considérés comme contractuels. A contrario, les prix calculés à partir des quantités estimatives indiquées dans les dossiers d'étude de cas n'auront pas valeur contractuelle, mais serviront de base de calcul pour l'évaluation des offres financières.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que tout projet de marché incomplet rendra leur offre irrégulière (à l'exception des dossiers d'étude de cas qui n'ont pas de valeur contractuelle) au sens de l'article L2152-2 du code de la commande publique et contraindra le pouvoir adjudicateur à la rejeter à l'exception du cas où le pouvoir adjudicateur déciderait de régulariser l'offre (voir ci-dessous).

#### **NOTA - Régularisation des offres**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié et identique pour tous, à condition que l'offre ne soit pas anormalement basse. Dans tous les cas, cette régularisation ne peut pas avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre.

#### **Informations essentielles à fournir**

Afin de permettre une appréciation correcte des offres, il est demandé à tous les candidats de fournir les informations décrites à l'article 6.2 et notamment, dans le cadre du mémoire technique pour chaque lot. Ces informations, ou leur absence, seront prises en compte lors du jugement des offres.

## **6. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre**

### **6.1 Jugement des candidatures**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'analyser les offres avant les candidatures. Dans ce cas elle peut limiter l'examen des pièces de candidature aux seuls candidats auquel elle envisage d'attribuer le marché.

Les critères intervenant pour la recevabilité des candidatures sont indiqués à l'article 5.1 du CCAP.

Sont déclarées comme irrecevables les candidatures ne présentant pas des garanties financières, techniques et professionnelles suffisantes au regard de l'objet de la prestation

### **6.2 Jugement des offres**

#### **Critères de sélection pour le lot n°1 de l'accord-cadre :**

## 1. Critère « Prix des travaux » sur 49 points

Chaque étude de cas comprend un document nommé **Détail Quantitatif Estimatif (DQE)** à remplir par le candidat en fonction des prix indiqués dans son **Bordereau des Prix Cadres**.

C'est sur la base du total indiqué dans chacun des DQE que sera noté le critère prix et selon la décomposition suivante :

- Sous critère n°1 : « Prix estimatif résultant de l'étude de cas n°1 » sur 20 points
- Sous critère n°2 : « Prix estimatif résultant de l'étude de cas n°2 » sur 20 points
- Sous critère n°3 : « Prix estimatif résultant de l'étude de cas n°3 » sur 9 points

Pour chaque sous critère, la formule suivante sera appliquée :

**(Montant total de l'offre la moins chère / montant de l'offre notée) x nombre de points du sous-critère**

La note totale du critère « Prix des travaux » sera obtenue en additionnant les notes obtenues pour chacun des trois sous-critères.

## 2. Critère « Valeur technique des travaux » sur 36 points apprécié au regard des éléments fournis dans le mémoire technique du lot 1 transmis dans le DCE, selon les critères suivants :

➤ **Sous critère n°1 : « Méthodologie d'exécution des travaux de l'étude de cas n°1 » sur 14 points.**

- Son **analyse des contraintes** vis-à-vis des prestations à réaliser (sur **5 points**).
- La **méthodologie de réalisation des travaux** (sur **6 points**).
- Les **moyens dédiés à la réalisation des travaux** (sur **3 points**).

➤ **Sous critère n°2 : « Méthodologie d'exécution des travaux de l'étude de cas n°2 » sur 13 points**

- Son **analyse des contraintes** vis-à-vis des prestations à réaliser (sur **5 points**)
- La **méthodologie de réalisation des travaux** (sur **5 points**).
- Les **moyens dédiés à la réalisation des travaux** (sur **3 points**).

➤ **Sous critère n°3 : « Note méthodologique sur la réalisation d'interventions en astreinte ou urgentes non programmées » étude de cas n°3 sur 9 points**

- Les **moyens d'intervention humains** (expérience et qualification) et **matériels** mis à disposition dans le cadre d'une astreinte ou dans le cadre d'interventions urgentes non programmées (sur **4 points**).
- Ses **schémas d'action** lui permettant de traiter les interventions urgentes (depuis le signalement de la maîtrise d'ouvrage jusqu'à la fin de l'intervention) (sur **5 points**).

La note totale du critère « Valeur technique des travaux » sera obtenue en additionnant les notes obtenues pour chacun des trois sous-critères.

### 3 - Critère « Développement durable » sur 15 points

Le candidat décrira la méthodologie et l'organisation mise en place dans le cadre de l'exécution des études de cas 1 et 2 pour :

- Limiter les nuisances du chantier pour le voisinage et les riverains, réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre et les pollutions (hors véhicules et engins) (sur **7 points**).
- Utiliser des matériaux issus de plateforme de recyclage, ou réemployer des matériaux issus du chantier (sur **5 points**).
- Utiliser des engins et véhicules de production à faible émission de Gaz à Effet de Serre et de polluants (sur **3 points**).

Le candidat précisera ses engagements et les moyens apportés pour atteindre ses objectifs.

La note totale du critère « Développement durable » sera obtenue en additionnant les notes obtenues pour chacun des trois sous-critères.

La note globale (sur 100) de chaque offre, obtenue par addition des trois critères de sélection sera ainsi définie.

Cette note globale donnera lieu à un classement par ordre décroissant de la meilleure à la moins bonne des offres notées\*. Les cinq candidats retenus au maximum seront les cinq premières offres du classement, à condition qu'ils produisent, dans le délai imparti les documents exigés à l'article 6.3 du présent document.

*\*En cas d'égalité arithmétique de la note finale (prix + valeur technique + développement durable), le critère prix sera prépondérant.*

#### **Critères de sélection pour le lot n°2 de l'accord-cadre :**

##### **1. Critère « Prix des travaux » sur 50 points**

**Chaque étude de cas comprend un document nommé Détail Quantitatif Estimatif (DQE) à remplir par le candidat en fonction des prix indiqués dans son Bordereau des Prix Cadres.**

**C'est sur la base du total indiqué dans chacun des DQE que sera noté le critère « Prix des travaux » et selon la décomposition suivante :**

- Sous critère n°1 : « Prix estimatif résultant de l'étude de cas n°1 » sur 20 points
- Sous critère n°2 : « Prix estimatif résultant de l'étude de cas n°2 » sur 15 points
- Sous critère n°3 : « Prix estimatif résultant de l'étude de cas n°3 » sur 15 points

Pour chaque sous critère, la formule suivante sera appliquée :

**(Montant total de l'offre la moins chère / montant de l'offre notée) x nombre de points du sous-critère**

La note totale du critère « Prix des travaux » sera obtenue en additionnant les notes obtenues pour chacun des trois sous-critères.

## 2. Critère « Valeur technique des travaux » sur 40 points :

- **Sous critère n°1 : « Méthodologie d'exécution des travaux de l'étude de cas n°1 » sur 16 points :**
  - **Son analyse des contraintes** vis-à-vis des prestations à réaliser (sur **6 points**).
  - **La méthodologie de réalisation des travaux** (sur **6 points**)
  - **Les moyens dédiés à la réalisation des travaux** (sur **4 points**)
- **Sous critère n°2 : « Méthodologie d'exécution des travaux de l'étude de cas n°2 » sur 16 points**
  - **Son analyse des contraintes** vis-à-vis des prestations à réaliser (sur **6 points**)
  - **La méthodologie de réalisation des travaux** (sur **6 points**)
  - **Les moyens dédiés à la réalisation des travaux** (sur **4 points**)
- **Sous critère n°3 : Note méthodologique pour la réalisation d'interventions non programmées de l'étude de cas n°3 sur 8 points**
  - Les moyens **d'intervention humains** (expériences et qualifications) **et matériels** du candidat mis à disposition dans le cadre d'une astreinte ou dans le cadre d'interventions urgentes non programmées (sur **4 points**).
  - La méthodologie d'intervention par type d'intervention (**sur 4 points**), à savoir :
    - Réalisation d'une tranchée de 500 ml pour pose de fourreaux et tirage de câbles en milieu urbain dense en maintenant la circulation,
    - Confection de 5 massifs béton en maintenant la circulation pour le remplacement d'équipement EP ou SLT
    - Mise en place d'un carrefour SLT en provisoire

La note totale du critère « Valeur technique des travaux » sera obtenue en additionnant les notes obtenues pour chacun des trois sous-critères.

## 3 - Critère « Développement durable » sur 10 points

Le candidat sera jugé en fonction des points suivants :

- Son empreinte carbone jugée sur la base de la fiche du cycle de vie complète du matériel électrique transmise par le candidat (**sur 5 points**).
- Ses engagements pris et les dispositifs proposés par le candidat pour limiter les nuisances du chantier pour le voisinage et les riverains, réduire les émissions de Gaz à effet de Serre et les pollutions (hors véhicules et engins) (**sur 5 points**).

Cette fiche de cycle de vie retracera les différentes étapes du candélabre depuis sa fabrication en usine jusqu'à son installation sur site voire son élimination le moment venu.

La note totale du critère Développement durable » sera obtenue en additionnant les notes obtenues pour chacun des trois sous-critères.

La note globale (sur 100) de chaque offre, obtenue par addition des trois critères de sélection sera ainsi définie.

Cette note globale donnera lieu à un classement par ordre décroissant de la meilleure à la moins bonne des offres notées\*. Les trois candidats retenus au maximum seront les trois premières offres

du classement, à condition qu'ils produisent, dans le délai imparti les documents exigés à l'article 6.3 du présent document.

*\*En cas d'égalité arithmétique de la note finale (prix + valeur technique + développement durable), le critère prix sera prépondérant.*

#### 6.2.1 Rectification des offres :

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation. Ceci sera, notamment, le cas s'il est constaté que le bordereau de prix n'est pas fourni ou s'il est incomplet.

### 6.3 Attribution de l'accord-cadre

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Afin de satisfaire à cette dernière obligation, le candidat établi dans un autre État que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

## 7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

#### Se préparer à l'avance :

Nécessité de certificat numérique - Configuration à l'avance du poste de travail - recommandation de se préparer avec la Consultation de test.

En cas de réponse électronique, la signature électronique de certaines pièces est requise.



Le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Si le soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un accord-cadre dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande en avance.

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à sa disposition sur la plateforme.

#### Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt),
- Format texte universel (.rtf),
- Format PDF (.pdf),
- Formats images (.gif, .jpg et .png),
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

**Nota : Les noms des fichiers ne doivent pas dépasser les vingt caractères et ne doivent pas comporter des caractères spéciaux.**

#### Rappels généraux : Dossier ZIP et signature scannée :

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution de l'accord-cadre pourra donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre papier.

- Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres,
- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip,
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

#### Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

Service de la Commande Publique

28 Rue de la Redoute – 92 260 Fontenay-aux-Roses

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

## 8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres du présent document.

## 9. Procédures de recours

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Cergy.

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 et R. 551-7 à R. 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.